

# ECONOMIE INTEGRALE

« Une économie au service de l'être humain et du monde »



Synthèse des visions et positions de PI

---

# TABLE DES MATIERES

---

<b>Situation générale</b>	<b>3</b>
1/ <b>La vision</b>	<b>4</b>
2/ <b>Les positions concrètes</b>	<b>5</b>
2.1/ Encouragement des entreprises œuvrant pour le bien commun	5
2.2/ Ralentissement des marchés virtuels	5
2.3/ Les banques servent à nouveau l'économie réelle	5
2.4/ Des mesures incitatives pour une économie durable	6
2.5/ Taxer la consommation pour alléger l'imposition sur le travail	6
2.6/ Discussion publique sur l'avenir du travail, avenir de la fiscalité et de la finance	6
3/ <b>Pistes de réflexion à Long Terme</b>	<b>7</b>
3.1/ Revenu de base	7
3.2/ Élargir la définition du travail	7
3.3/ Plus de justice sociale	7
3.4/ Assurer une égalité des chances	8
3.5/ Vers une croissance économique qualitative et une société durable	8
3.6/ Soutien aux entreprises qui servent la société et la terre	9
3.7/ Prendre conjointement soin de l'eau, de la terre et de l'air	9
3.8/ Le rôle de l'argent et des banques	9
<b>Conclusion: nouvelle économie, nouvelle civilisation</b>	<b>11</b>

---

# SITUATION GÉNÉRALE

---

Depuis les années 1970-1980, l'économie de marché s'est largement développée dans l'intérêt du profit maximal et du secteur financier. La possibilité d'obtenir des gains grâce aux affaires spéculatives a limité la création de richesses réelles pour l'économie et pour la société dans son ensemble : « L'argent est pour l'économie réelle ce que le système de circulation est pour le corps humain : il maintient ensemble et en vie les parties du système. Cela signifie que les institutions qui font circuler l'argent à travers le corps collectif de l'économie devraient travailler à son service et non pas seulement l'exploiter. »<sup>1</sup>

Des réalités sociales problématiques ont émergé de cette course au profit, comme l'appauvrissement des classes moyennes et l'apparition des « working poors »<sup>2</sup>, à travers la pression continue sur les revenus du travail et les rentes, un manque d'aide à l'éducation (ex : bourses pour étudiants) et une insuffisance de crédits au bénéfice des nouvelles petites entreprises et des indépendants.

De plus, une croissance économique non régulée par des critères écologiques épuise les ressources de la Terre, détériore l'environnement et menace l'équilibre climatique de la biosphère. Une économie saine s'oriente vers des modes de fonctionnement et de production qui servent l'être humain, la société et qui s'harmonisent avec la biosphère.

PI soutient un développement qualitatif, par lequel les biens et services sont créés dans le respect de l'environnement. Nous proposons que les entreprises soient gérées d'une manière responsable et durable servant le bien commun, basée sur des objectifs éthiques et écologiques. Ces entreprises favoriseraient ainsi un bien-être humain et social, et un meilleur bilan écologique.

L'économie n'est pas la source de tous les problèmes; elle a plutôt été jusque-là le reflet de valeurs et de comportements basés pour une grande part sur l'individualisme et le matérialisme. Nous pouvons changer et construire une économie sur des bases plus saines, par une évolution des consciences et des pratiques qui amènera de nouvelles formes d'échanges et de richesses, autant matérielles que non matérielles, à la société toute entière.

---

<sup>1</sup> Otto Scharmer, *Die sieben Akupunkturpunkte des sozialen Organismus*, dans *Anthroposophie im Dialog* 05/10, Francfort 2010, p. 16.

<sup>2</sup> L'expression « working poor » se traduit par travailleurs pauvres, c'est-à-dire des gens avec un emploi souvent à plein temps, mais qui malgré cela n'arrive pas à sortir de la pauvreté à cause des revenus faibles.

---

# 1 / LA VISION

---

PI souhaite soutenir et initier les changements qui favorisent l'épanouissement de chacun dans le respect des besoins d'autrui. A cette fin, PI souhaite réconcilier l'aspiration à la liberté individuelle avec la responsabilité collective et solidaire. Elle s'appuie pour cela sur une conscience de soi élargie et reconnaît chacun/e comme une cellule nécessaire et légitime faisant partie d'un organisme social et écologique, du local au global.

Dans cette optique, l'économie intégrale soutient l'évolution des objectifs de l'économie, actuellement centrés sur la maximisation des profits et la consommation de masse, vers la mise à disposition d'un espace d'expression de soi au service du bien-être de la société et de notre Terre. Cette vision s'exprime à travers les orientations suivantes :

L'économie assume une fonction au service de la vie, des êtres humains et des équilibres écologiques.

Le marché trouve un nouvel équilibre entre concurrence et coopération et se réoriente vers l'aspiration au bien commun.

L'épanouissement des êtres humains et le développement économique qui y est lié se réalisent par une croissance qualitative, faisant décroître l'usage des ressources non renouvelables et augmenter l'importance et le respect des aspects écologiques et l'intérêt envers des ressources non matérielles.

La nouvelle économie se comporte de manière constructive : responsable, qualitative, coopérative et créative.

---

## 2 / LES POSITIONS CONCRÈTES

---

PI aspire à une économie au service de la société et de la Terre. Nous envisageons une économie de marché qui tende vers la durabilité écologique et sociale, vers la démocratisation des structures de revenus, de capitaux et de pouvoir, et ainsi vers la libération de la créativité de chacun. La responsabilité et l'éthique individuelle et collective au sein de l'économie sont soutenues par un cadre de régulation permettant aux acteurs du marché d'agir et d'innover.

Cette régulation des activités économiques, dont les garde-fous seront à définir démocratiquement, se ferait dans l'optique de servir au mieux l'intérêt de tous les groupes sociaux, générations futures comprises. La responsabilité sociale et environnementale des entreprises serait encouragée par la mise en œuvre de mesures de soutien, de reconnaissance et de promotion.

### 2.1 / Encouragement des entreprises œuvrant pour le bien commun

Nous soutenons et encourageons toutes les entreprises et les organisations qui gèrent leurs activités selon des critères éthiques, sociaux et environnementaux. Cela se fera à travers une promotion active des initiatives pionnières, des projets de recherche interdisciplinaire et le soutien des formations innovatrices. La règle des trois P (Triple Bottom Line: Planet, People, Profit) pourrait servir de base à l'évaluation des activités économiques pour mesurer leur contribution au bien commun.

### 2.2 / Ralentissement des marchés virtuels

Nous proposons la mise en place de délais de conservation des valeurs boursières afin de ralentir les marchés spéculatifs et dérivés. Des taxes sur les transactions financières, inspirées de la taxe Tobin, et des alternatives au système des intérêts permettront d'éviter les bulles financières.

### 2.3 / Les banques servent à nouveau l'économie réelle

Plutôt que d'être prioritairement des gérants de fortune et des agents de placement, les banques seront amenées à retrouver leur raison d'être : des entreprises de service, soutenant par leurs crédits les entreprises. Cela en favorisant les initiatives socialement et écologiquement profitables.

## **2.4 / Des mesures incitatives pour une économie durable**

Les prix seront déterminés en prenant en compte (internalisation) les coûts environnementaux et sociaux externes. Des incitations financières et des taxes adaptées encourageront ainsi les technologies écologiques et les énergies renouvelables. Parallèlement, les substances toxiques et les processus industriels polluants seront limités et remplacés par des alternatives écologiques. Cela dans l'objectif de diminuer sérieusement les émissions polluantes (notamment les gaz à effet de serre) et d'assurer une utilisation parcimonieuse des ressources (eau, énergies, matières premières, terres arables, biodiversité).

## **2.5 / Taxer la consommation pour alléger l'imposition sur le travail**

Pour répondre aux défis sociétaux actuels, l'imposition du revenu sera allégée par une taxation de la consommation. Cela se fera par une augmentation ciblée de la TVA pour certains produits dont le bilan écologique est négatif. Ainsi, des modes de consommation plus responsables seront encouragés et la créativité, et l'esprit d'entreprise de chacun seront stimulés.

## **2.6 / Discussion publique sur l'avenir du travail, avenir de la fiscalité et de la finance**

Pour le moyen-long terme, des débats publics seront lancés sur l'avenir du travail : le partage du travail, un aménagement qui tient compte de la vie des ménages, l'élargissement de la notion de travail aux tâches domestiques, et un revenu de base garanti, conditionné ou non. Un débat public serait également lancé sur certaines dispositions fiscales à but social (ex: un fonds tiré de la fiscalité sur les successions pour soutenir la jeunesse), ainsi que sur l'avenir et les buts fondamentaux de la sphère financière (ex: alternatives possibles au système des intérêts, microcrédits et soutien aux petites entreprises, etc.).

---

## 3 / PISTES DE RÉFLECTION À LONG TERME

---

### 3.1 / Revenu de base

Aujourd'hui, un engagement dans le monde du travail génère des dépenses de base. Un revenu de base permettrait donc à chacun de s'engager activement dans la société. Ce revenu peut être avec ou sans condition, cela devrait encore être expérimenté et affiné. Il assurerait également un soutien vital pour tous les citoyens qui n'obtiennent pas un revenu suffisant, permettrait l'épanouissement et l'intégration sociale. Sont particulièrement concernés les jeunes et les chômeurs, les adultes monoparentaux, les retraités, les personnes en incapacité de travail tout comme celles qui fournissent un service non rémunéré à la collectivité.

Ce revenu de base garanti pourrait remplacer à terme, jusqu'à hauteur d'un montant maximum défini, les assurances sociales préexistantes (le revenu d'insertion, les allocations chômage, les rentes invalidité).

### 3.2 / Élargir la définition du travail

Le travail sert le bien-être collectif et le développement social, mental, émotionnel et physique de l'individu. L'élargissement de la compréhension de travail englobant tout ce qui rend service à la collectivité, permettrait l'intégration sociale de ceux qui doivent actuellement chômer ou de ceux dont le travail est peu reconnu (par ex : les femmes au foyer, tous services rendus aux personnes vulnérables).

Les normes du partage du travail et du temps de travail seraient régulées en conséquence pour favoriser la justice sociale et la réduction des stress physiques et mentaux. Avoir du temps pour le développement personnel (activités artistiques, associatives, politiques, etc.) favorise l'épanouissement de chacun et réduit les coûts de la santé.

### 3.3 / Plus de justice sociale

Nous pensons que des revenus équitables, ajustés à la somme de travail fournie génèrent plus de satisfaction, de motivation et de possibilités d'épanouissement pour tous. Les activités moins qualifiées obtiendraient ainsi une revalorisation. Comme garde-fous, le revenu maximum après impôts (revenu et capital) pourrait être limité, au niveau national, à un multiple démocratiquement défini du revenu minimum garanti. La sécurité d'une

fortune de base, destinée à des objectifs précis, pourrait offrir également plus de justice et de sécurité sociale.

### **3.4 / Assurer une égalité des chances**

Pour assurer une égalité des chances, de nouvelles solutions pour remplacer la pratique actuelle en matière d'héritage pourraient être élaborées. L'héritage direct serait par exemple limité à un maximum raisonnable, et les surplus de fortune seraient reversés dans un fonds d'héritage, encore à préciser. Grâce à ce fonds, les jeunes adultes (p.ex. dès 25 ans) bénéficieraient d'un capital de succession lié à des conditions d'utilisation. Par exemple : (co)propriété d'habitation ou d'entreprises, lancement d'activités économiques et formation personnelle et continue.

### **3.5 / Vers une croissance économique qualitative et une société durable**

La croissance économique matérielle serait remplacée progressivement par une croissance qualitative qui favorise les capitaux humains et écologiques. Un meilleur équilibre des prestations matérielles et immatérielles favoriserait la qualité de vie, les technologies à impact écologique neutre et la responsabilité éthique du consommateur.

Nous proposons d'établir une économie basée sur les ressources et non sur la croissance de la production, car elle est la seule capable de perdurer dans un environnement fini. Il est nécessaire d'établir une liste des ressources disponibles, en déterminant lesquelles sont renouvelables ou non, et à quelles fréquences, afin de constituer un capital local puis global des ressources permettant d'initier une économie saine.

La diminution des coûts, environnementaux et énergétiques, ainsi que ceux de la santé, améliore les conditions de base vitales pour tous. La diminution des formes de consommation et de production dommageables à l'environnement ainsi que la réduction, au minimum, de la consommation des sources d'énergie et des matières premières non renouvelables sont recherchées.

Pour cela, les sources d'énergie épuisables ou risquées seraient remplacées par des technologies écologiques et des énergies renouvelables, notamment dans les secteurs des transports et du bâtiment; les coûts externes seraient internalisés lors de l'établissement des prix (cradle to cradle); les matières premières seraient recyclées et réutilisées au maximum (écologie industrielle). Le PIB serait remplacé par un indicateur qui reflète les valeurs d'une économie durable (p.ex. Index of Sustainable Economic Welfare – ISEW) ainsi que l'indice de bien-être de la société (Subjective Well-Being SWB).



Nous proposons que les entreprises soient incitées à contribuer au bien-être social et planétaire; à cette fin, des instruments (ex : labels, normes éthiques, etc.) seraient créés. Les entreprises seraient incitées à intégrer des facteurs liés au bien commun (p.ex. différences maximales de revenus dans l'entreprise, copropriété et codécision, conditions de production et de travail).

Les universités (chaires d'économie, de sociologie et de philosophie notamment) ainsi que les hautes écoles techniques seraient invitées à orienter leurs études et leurs recherches vers des solutions susceptibles de contribuer à court ou à long terme à une société durable visant le bonheur collectif. Les travaux inter- et transdisciplinaires seraient encouragés.

### **3.6 / Soutien aux entreprises qui servent la société et la terre**

Pour favoriser l'épanouissement des collaborateurs et mettre en valeur leur potentiel créatif, les entreprises seraient encouragées à fonctionner sur des bases éthiques, sociales et participatives. Des formations seraient proposées pour faciliter la mise en œuvre de méthodes et pratiques qui favorisent l'emploi, améliorent les conditions de vie, ou réduisent la consommation des ressources naturelles.

De nouvelles formes d'évaluation valoriseraient les entreprises pour leur plus-value sociale, par exemple par des calculs de coûts transparents ou par une approche responsable et citoyenne de leurs activités. Des formes de gestion et d'organisation évolutives, participatives et empathiques seraient encouragées. Celles-ci impliqueraient une approche humaine et ouverte aux changements, le partage de visions communes, l'apprentissage du travail en équipe et une pensée globale, interne et externe à l'entreprise.

### **3.7 / Prendre conjointement soin de l'eau, de la terre et de l'air**

L'assurance d'une utilisation durable des ressources naturelles est essentielle pour maintenir une Suisse et une société pleine d'avenir. Une gestion collective de ces ressources est indispensable. Un débat public serait lancé sur cette question. Seraient notamment considérées la gestion durable des terres et terrains privés et l'éventualité de remplacer à long terme le droit de propriété par un droit d'usage (transmissible par héritage).

### **3.8 / Le rôle de l'argent et des banques**

Remis au service de l'économie réelle, l'argent retrouverait sa forme initiale de moyen d'échange, de crédit (prêt/emprunt) et d'épargne. L'argent en tant que moyen de faciliter les échanges est évidemment nécessaire dans nos sociétés productives et industrialisées, par contre l'argent scriptural, détaché de la production réelle et permettant à ceux qui en

possèdent déjà beaucoup de réaliser toujours plus de profit à travers la spéculation boursière, cet argent-là dessert les intérêts d'une société humaine et durable.

Les banques commerciales seraient restructurées pour servir l'économie réelle. Cela induirait automatiquement une élévation de la part du capital propre. Des alternatives aux intérêts seraient recherchées afin d'en éviter les effets néfastes (spirale de l'endettement, transfert d'argent des pauvres aux riches).

Le pouvoir politique dépendant du pouvoir monétaire, plus particulièrement des conditions de la création monétaire, il est nécessaire de donner cette capacité au gouvernement et non la laisser entre les mains des banquiers privés. Les intérêts perçus lors de la création de monnaie sous forme de crédits doivent être reversés à l'ensemble de la population, plutôt qu'être distribués à des actionnaires ou à des cadres supérieurs sous formes de bonus et parachutes dorés. Ainsi l'aspiration des richesses issues de la production réelle sera endiguée, replaçant l'économie dans son contexte véritable, celui de service envers la société humaine.

Des rencontres et des séminaires pourraient être organisés pour permettre aux acteurs de la finance et de l'économie, aux ONG, aux chercheurs et aux politiciens de se rencontrer et de réfléchir ensemble à des solutions financières harmonisant les besoins de l'économie, de la société et de l'environnement.

---

# CONCLUSION: NOUVELLE ÉCONOMIE, NOUVELLE CIVILISATION

---

L'économie, telle qu'elle s'est bâtie et développée de la révolution industrielle à nos jours, touche à sa fin. Les exigences de productivité et de croissance ne répondent pas complètement aux besoins humains du présent, ni aux défis du futur, écologiques et technologiques. L'économie sera de plus en plus amenée à orienter ses activités et ses projets au service de l'humain et de la planète.

Parallèlement à la régulation par la collectivité et au fonctionnement libre et à court terme du marché, les représentants de la société civile pourraient être intégrés au centre de la gouvernance publique afin de bien mieux tenir compte des intérêts sociaux et environnementaux. La question démocratique s'articulerait donc avec le renouvellement d'une économie basée notamment sur le partage, l'information, l'intelligence collective et la coopération.

Nous pensons qu'une nouvelle économie représente la base nécessaire à la création d'une nouvelle civilisation, plus empathique et solidaire.